

Réunion du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

Le Comité Exécutif International de la IV^e Internationale, élu par le Congrès de réunification de 1963, s'est réuni en Suisse à la fin du mois de mai. 24 membres et suppléants et 4 observateurs y participaient.

Un rapport sur l'activité de la IV^e Internationale depuis le Congrès de Réunification fut présenté par le camarade Pierre Frank. Un contre-rapport a été exposé par le camarade M. Pablo. Le rapport de Frank fut adopté par 15 voix contre 4.

Le camarade Livio Maitan présenta une analyse de la situation mondiale qui sera reproduite dans le prochain numéro de « IV^e Internationale ». Une discussion fructueuse s'engagea sur ce rapport. Les points essentiels débattus portaient sur l'accroissement des contradictions économiques et sociales qui découlent de l'extension de l'automation aux U.S.A. ; la tension qui se développe dans plusieurs Etats ouvriers entre la bureaucratie et certaines couches ouvrières et intellectuelles qui aspirent à l'établissement d'une véritable démocratie socialiste ; les nouveaux progrès réalisés par la Révolution africaine et, particulièrement, les problèmes posés par les luttes récentes en Angola ; les derniers développements du conflit sino-soviétique et la situation actuelle à Ceylan.

Sur cette dernière question, les membres du Comité discutèrent de la crise gouvernementale à Ceylan qui ouvre des possibilités pour de nouveaux progrès vers l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan. Un rapport fut entendu sur les propositions de coalition soumises par le parti gouvernemental : le S.L.F.F. (Sri Lanka Freedom Party) au L.S.S.P. (Lanka Sama Samaja Party), section ceylanaise de la IV^e Internationale. Les membres du Comité Exécutif International exprimèrent leur opposition unanime à toute coalition dans laquelle le L.S.S.P. jouerait le rôle d'otage de la bourgeoisie. Une coalition de cette espèce signifierait que le L.S.S.P. serait associé à la banqueroute de l'actuel gouvernement et deviendrait complice de l'offensive contre les avantages sociaux des masses travailleuses, seule solution à la crise financière actuelle à défaut de briser le cadre capitaliste. Le C.E.I. invite le L.S.S.P. à répondre à ces propositions par une vigoureuse campagne pour un gouvernement du Front Unique de la Gauche, sur la base d'un programme socialiste qui se traduirait par une rupture avec l'impérialisme et le capitalisme à Ceylan.

Un rapport sur la situation en Amérique Latine à la suite du coup d'Etat au Brésil a été développé par le camarade E. Germain. Il donna lieu à une discussion sur les causes du coup d'Etat, les responsabilités encourues, et les leçons à en tirer. On insista particulièrement sur les dangers nouveaux qui en résultent pour la Révolution cubaine et le mouvement de masse au Chili.

Il fut décidé d'adresser un appel à tous les communistes, socialistes et autres révolutionnaires d'Amérique Latine à propos de la signification des événements du Brésil.

Enfin, l'Assemblée rendit hommage à Alfred Rosmer, décédé le 6 mai. Bien que Rosmer ne fût pas membre de la IV^e Internationale, il aida à fonder le mouvement et était tenu en haute estime par les trotskystes du monde entier.

De Gaulle et Franco

Le voyage de Couve de Murville en Espagne a, semble-t-il, démontré le profond accord qui existe actuellement entre le Gouvernement du Général Franco et celui du Général de Gaulle.

Les conversations se situent sur le double plan politique et économique. Politiquement le Gouvernement franquiste en est arrivé à exiger d'être reconnu par l'Occident comme un allié « à part entière ». Economiquement, le capitalisme espagnol a besoin dans sa phase actuelle d'un accroissement des investissements étrangers et d'une garantie de débouchés hors de ses frontières. Il semble bien qu'il y ait eu un certain chantage de la part

des ministres franquistes : ou on leur ouvre toutes grandes les portes du Marché commun, sinon ils seront obligés de se tourner vers les pays anglo-saxons. Couve de Murville a promis tout ce qu'on voulait. Il est, en effet, certain que de Gaulle considère Franco comme un allié sûr dans sa stratégie mondiale. Ce dernier, d'ailleurs, suivant sa vieille tactique de sourire à tout le monde et d'alliance avec le vainqueur, joue vis à vis des Etats-Unis un jeu subtil. Il a cédé Rota comme base de sous-marins atomiques mais a vendu des camions Pegaso à Cuba malgré les fortes pressions américaines.

Couve de Murville s'est fait à Bruxelles l'ardent avocat de l'Espagne franquiste auprès de ses partenaires des Six, mais n'a pu convaincre tout le monde. L'Italie a très peur pour ses oranges, ce qui donne bonne conscience aux amis de Nenni. Spaak reste sur ses gardes. Néanmoins des « conversations exploratoires » vont avoir lieu avec l'Espagne, qui aboutiront sans doute non à l'association, mais à un traité de commerce.

Ce qui est sûr en tout cas c'est que des liens politiques et économiques de plus en plus étroits vont unir la France et l'Espagne. La seule réponse valable pour les travailleurs français est de resserrer les liens avec les travailleurs espagnols.

R. V.

En Allemagne de l'est

L'affaire Havemann

En mars de cette année, on apprenait que le professeur Havemann de l'Université Humboldt de Berlin-Est, titulaire d'une chaire de chimie, membre de la S.E.D., Parti communiste Est-allemand était révoqué et exclu du parti pour « avoir diffamé le pouvoir des travailleurs et des paysans ».

La raison officielle des mesures prises contre le professeur Havemann : une interview accordée à un membre de la S.P.D. d'Allemagne Occidentale n'est qu'un prétexte. Depuis quelques années, le professeur Havemann s'écartait de plus en plus de la ligne officielle du parti et le gouvernement cherchait l'occasion de l'évincer. Le professeur inquiétait beaucoup par les idées libérales qu'il répandait chez les étudiants.

QUI EST HAVEMANN ?

Havemann n'est pas un professeur de chimie quelconque. Membre du P.C. depuis 1932, il est arrêté en 1943 par les nazis, libéré par les Russes en 1945 et nommé directeur du Kaiser-Wilhelm Institut par les Américains. Mais il est renvoyé de ce poste en 1948 à cause de son action militante : il lutte contre l'armement atomique américain. Lorsqu'il se retrouve à Berlin-Est, c'est un militant de premier ordre, apprécié à sa juste valeur et décoré. En 1953, il parle de Staline comme étant « le plus grand scientifique de notre temps ». Mais dès 1956, avec le début de la déstalinisation en U.R.S.S., il critique la politique de la S.E.D. Il s'attaque à l'espèce d'infailibilité dont se croient porteurs les philosophies marxistes en R.D.A.

Au cours de conférences sur « les aspects scientifiques des problèmes philosophiques », il a qualifié les chefs de la S.E.D. de « fonctionnaires de l'administration des vérités éternelles ».

Havemann dit : seul ce qui est nécessaire est possible. Ce qui est nécessaire et donc possible peut mais ne doit pas obligatoirement se produire, et il choisit Staline comme objet d'études : sa dictature n'a nullement été un hasard, mais la réalisation d'une possibilité à l'exclusion de toute autre.

Les étudiants venaient même de villes éloignées pour écouter ce professeur. Ses cours ont été imprimés en 3.000 exemplaires et ses idées sont connues de tous les étudiants et intellectuels de la R.D.A.

Le parti ne pouvait pas ne pas réagir. Mais le cas était difficile car, outre l'audience politique rencontrée par ce professeur, il était très estimé de ses camarades pour sa conduite passée et très apprécié sur le plan scientifique. On lui interdit ses cours philosophiques et il dut rectifier ses théories, mais il ne peut accepter la thèse officielle. L'interview accordée à un journal d'Allemagne de l'Ouest arriva à point. Il fut révoqué sur le champ.

Mais Havemann continue à lutter. Il n'a pas quitté la R.D.A. Il lutte ouvertement contre l'administration du parti

et il a déjà remporté quelques victoires : son licenciement est transformé en congé provisoire, il a gardé son livret du parti, l'exclusion n'est pas confirmée par la direction du district, enfin Havemann est admis à l'Académie des Sciences de Berlin-Est et les Soviétiques viennent de lui confier une mission secrète dans la recherche aéronautique.

Au cours de cette lutte, un élément nouveau de la vie politique en R.D.A. est apparu. Le gouvernement s'est heurté à une opposition locale au sujet de l'application des sanctions prises, et cette opposition elle-même n'a pu se manifester que parce qu'elle correspondait à un large courant favorable au professeur Havemann chez les étudiants et les intellectuels.

La mort de Nehru

La mort de Nehru, le 27 mai dernier, a suscité dans la presse bourgeoise le flot habituel des éloges funèbres adressés à l'image que Nehru avait forgée. En effet, tout en représentant noblement les intérêts des capitalistes indiens dans les circonstances les plus difficiles, Nehru construisait soigneusement son personnage de dirigeant du Tiers-Monde, affable, cultivé, démocrate, pacifiste, socialisant, mais orienté vers l'Ouest. En fait, son long « règne » montra qu'il était surtout un des politiciens les plus rusés que la bourgeoisie ait produit.

C'est ainsi que, après son accession au pouvoir, le démocrate qu'il était, malgré 14 années dans les prisons britanniques, n'hésita pas à prendre des mesures d'emprisonnements massifs contre les opposants politiques ou à dissoudre le seul gouvernement de l'Union Indienne — celui de Kérala — où le Parti du Congrès ne dominait pas. Rappelons aussi la répression qui brisa les manifestations des masses affamées de Calcutta.

Le socialisme de Nehru avait pour but d'obtenir « l'indépendance » économique pour la bourgeoisie indienne, tout en berçant de promesses les masses indiennes qui avaient cherché pendant la deuxième guerre mondiale à arracher leur pays à l'emprise impérialiste. Ce but ne fut pas pleinement atteint : le capitalisme indien demeura faible et chancelant ; les investissements dans l'industrie restent insuffisants (5 % et 19 % du total des investissements dans le 1^{er} et le 2^e plan quinquennal).

D'autre part, des mouvements profonds agitent les masses indiennes qui ont maintenant, outre l'exemple soviétique, celui de la Chine dont les progrès indiquent que des réalisations sont possibles après la chute du régime capitaliste. Ce que Nehru a gagné, c'est un recul des décisions cruciales que paie le peuple indien dont le niveau de vie reste un des plus bas du monde.

Si Nehru n'a pas établi une dictature comme celle de Tchang Kaï-chek, cela n'est dû, ni à ses propres tendances, ni à la logique de sa politique, mais bien à la montée de la Révolution Coloniale dans le monde et à la pression continue de la lutte des classes dans l'Inde. Comme bourgeois nationaliste opposé à l'impérialisme, Nehru, comme son « maître » Gandhi, a acquis une audience considérable, et ceci, grâce en partie à la politique du P.C. durant les années de lutte pour la libération. En effet, en renonçant à lutter pendant la guerre contre l'impérialisme britannique — suivant les instructions de Staline — le P.C. a perdu une grande partie de son influence et les politiciens bourgeois en ont tiré profit.

Cependant, les relations avec les masses se sont détériorées, et ces dernières années, Nehru réussissait moins bien à contenir la lutte des classes. Malgré sa récente apparition, la bourgeoisie indienne est déjà usée et à bout de souffle.

La désignation de Lal Bahadur Shastri — « dauphin » apparemment très traditionaliste — obtenue grâce à l'appui des premiers ministres des Etats, semble montrer que le régime indien est à la veille d'un virage à droite que faciliteront le glissement du pouvoir de Delhi vers les capitales provinciales et la perspective, avec la mort de Nehru, d'une accélération du mouvement des masses.

Il faut sauver Basri

La parodie de justice est allée jusqu'à son terme. La Cour Suprême de Rabat a rejeté le pourvoi des condamnés du procès intenté aux dirigeants de l'U.N.F.P., ce procès fabriqué de toutes pièces et entaché de cent irrégularités.

La vie de Mohammed Basri, d'Omar Benjelloun et de Moumen Diouri est suspendue, maintenant, à une décision de grâce de Hassan II.

Les protestations doivent affluer de partout. Il faut sauver la vie de ces valeureux militants de la gauche marocaine.

La crise tunisienne

La décision prise par Bourguiba de récupérer, sans tarder, les terres appartenant à des ressortissants étrangers est parfaitement juste et légitime, et on peut seulement s'étonner qu'elle ne soit pas intervenue plus tôt.

Le moment choisi par le chef d'Etat tunisien n'est pas sans rapport avec les difficultés croissantes que rencontre le pouvoir personnel exercé par Bourguiba. La gestion coûteuse et incohérente de la néo-bourgeoisie tunisienne n'apporte que peu de soulagement aux maux des grandes masses et ne parvient à résoudre aucun des grands problèmes en suspens.

La prompte reprise des terres de colonisation en Algérie et l'œuvre de l'auto-gouvernement ne contribuent pas à relever le prestige de Bourguiba aux yeux des paysans déshérités du Sud-tunisien. A l'approche du congrès du Néo-Destour, qui se tiendra en juillet, il était urgent d'avoir recours à une initiative radicale.

De Gaulle a voulu, une fois encore, « donner une leçon » à Bourguiba et aux Africains. La Tunisie a le tort d'être un petit pays dont l'intérêt stratégique n'est plus primordial. Comme au Gabon, il fallait faire « un exemple » à peu de frais. D'où les mesures de rétorsion extrêmement sévères : suppression des crédits, rappel des techniciens de l'agriculture, menace de retrait des enseignants de la coopération culturelle, dénonciation du traité de commerce qui assure l'écoulement des produits agricoles tunisiens (agrumes, vins, oléagineux) et des accords tarifaires.

Ces dernières mesures seront le plus durement ressenties par l'économie tunisienne qui sera amenée à opérer une profonde reconversion.

La manière de procéder de de Gaulle ne tend pas seulement à humilier les Tunisiens. Elle met en éveil tous les peuples africains qui seront désormais édifés quant à l'aide généreuse et désintéressée que consent à leur prodiguer la cinquième République.

La victime de l'opération c'est, en premier lieu le peuple tunisien qui doit déjà payer la note sous forme d'un emprunt forcé prélevé à la source. Mais le régime de Bourguiba se trouve également atteint. Le bourguiguisme qui se voulait plein de sagesse tactique, d'habileté manœuvrière, de souplesse infinie, a fait étalage, une fois de plus, de son manque de discernement et de son imprévoyance.

Ce régime a épuisé son crédit dans les larges couches déshéritées et parmi la jeune génération écœurée par la veulerie et l'impuissance des dirigeants, soucieux, avant tout, de leur propre confort et de leur enrichissement personnel.

M. A.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39
Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2^e - Tél. : GUTenberg 06-57.

Le gérant : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12^e